

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 VALENCE

VALENCE, le 19/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Michel REVOL**

Lieux-dits « Le Chirial », « les Béchaudières » et « les Rouges »  
26210 ÉPINOUZE

Références : 20231006-RAP-DACA0939  
Code AIOT : 0006100595

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2023 dans l'établissement Michel REVOL implanté lieux-dits « Le Chirial », « les Béchaudières » et « les Rouges » 26210 Épinouze. L'inspection a été annoncée le 13/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée dans le cadre d'un porter à connaissance sur un renouvellement d'exploitation de 15 ans dans le même périmètre d'exploitation.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Michel REVOL
- Le Chirial, les Béchaudières et les Rouges 26210 Épinouze
- Code AIOT : 0006100595
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est autorisée par l'arrêté n°04-1113 du 17 mars 2004 pour ses activités d'extraction de

sables et graviers et de traitement des matériaux. La production maximale annuelle est de 70 000 tonnes. La remise en état prévue est de type agricole après remblaiement partiel.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- conditions d'exploitation
- suivis du site (plan d'exploitation, piézométrie, analyses d'eau, bruit)
- conditions de remblaiement (registre de suivi)
- prévention des pollutions conditions de stockage des hydrocarbures

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : Pour les constats « susceptibles de suites », l'exploitant doit, dans les meilleurs délais ou dans les délais fixés ci-après, respecter les prescriptions concernées tout en transmettant à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants (selon les cas : commandes, services faits, études, analyses, photos, etc.) ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Limite d'exploitation en profondeur	Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 2	Lettre de suite préfectorale	6 mois
2	Distances limites et zones de protection	Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 7.7	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Registre et plans	Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 7.8	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 8.2	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 10.1.II	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 10.1.III	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Surveillance de la nappe	Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 10.4.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Surveillance de la nappe	Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 10.4.2	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Bruit	Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 14.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Traçabilité des TEX et sédiments Déclaration au RNDTS	Autre du 28/12/2020, article R. 541-43-1.-II	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 10.1.I	Sans objet
12	Traçabilité des TEX et sédiments – Déclaration au RNDTS	Autre du 28/12/2020, article R. 541-43-1.-IV	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats portent sur une meilleure rigueur attendue dans le suivi environnemental de la carrière (niveaux piézométriques, analyses des eaux, émissions sonores, registre de suivi d'une partie des matériaux entrant).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Limite d'exploitation en profondeur

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cote limite en profondeur
<b>Prescription contrôlée :</b> La cote (NGF) limite en profondeur est de 189,5 m côté Ouest à 192 m côté Est.
<b>Constats :</b> Au Sud de la carrière, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'une partie a été extraite en dessous de la limite autorisée (à environ 188 m NGF au lieu de 190,5 m NGF dans le plan topographique du 24 mars 2021). Ce secteur est en cours de remblaiement afin de revenir à la cote autorisée. Il est à noter que le niveau piézométrique du secteur mesuré par l'exploitant est de l'ordre de 184 m NGF (soit à plus de 3 m du carreau d'exploitation).
<b>Non conformité 1 :</b> L'inspection demande à l'exploitant de la tenir informée de l'avancement de ce remblaiement (notamment lors de l'actualisation du plan topographique) et de remettre en état ce secteur sous un délai de 6 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 2 : Distances limites et zones de protection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 7.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès aux zones dangereuses
<b>Prescription contrôlée :</b> L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et le danger est signalé par des pancartes.  Le bord de l'excavation est maintenu à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de 10 mètres. Il n'y aura pas d'extraction à moins de 20 mètres de la voie ferrée.
<b>Constats :</b> Un merlon est présent en limite d'extraction notamment à l'Est de la carrière, mais il n'y a pas de signalisation du danger (secteur visible depuis la RD 246).
<b>Non conformité 2 :</b> Les merlons ou clôtures interdisant l'accès aux zones dangereuses doivent être complétés par des panneaux signalant le danger.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Registre et plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 7.8
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Il est établi un plan d'échelle adapté à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec repérage par rapport au cadastre,</li><li>- les bords de la fouille,</li><li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,</li><li>- les zones remises en état,</li><li>- les éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.</li></ul>
<b>Constats :</b> Le dernier plan topographique transmis à l'inspection date du 24 mars 2021. Ce plan doit être mis à jour une fois par an.
<b>Non conformité 3 :</b> L'inspection demande à l'exploitant de transmettre un plan topographique actualisé contenant toutes les informations demandées par l'article 7.8 de l'arrêté du 17 mars 2004 sous un délai de 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 4 : Remblayage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remblayage
<b>Prescription contrôlée :</b> Le remblayage ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Lorsqu'il est réalisé avec apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassement, matériaux de démolition, ...), ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.  Le déchargement direct des camions en fond de fouille est interdit.  Les matériaux extérieurs seront bennés sur une plateforme pour permettre un examen visuel et un tri des éléments indésirables, puis poussés par un boueur. Une benne de récupération des refus sera mis en place.  Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste de la conformité des matériaux à leur destination.  L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

<b>Constats :</b> Les matériaux et déchets inertes liés à l'activité de la société REVOL TP (principalement transit et recyclage) sont suivis par un logiciel dédié. Par contre, pour le remblaiement de la carrière l'exploitant n'a pas de registre de suivi des matériaux destinés au remblaiement de la carrière.
<b>Non conformité 4 :</b> Demande à l'exploitant de mettre en place sans délai un suivi de tous les matériaux et déchets inertes entrant pour le remblaiement de la carrière avec toutes les informations demandées par l'article 8.2 de l'arrêté du 17 mars 2004. Ce suivi pourrait être réalisé en lien avec la société REVOL TP qui dispose des logiciels dédiés. L'exploitant informera sous un mois l'inspection des dispositions mises en œuvre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> Sans délai et sous un mois pour la transmission des justificatifs.

#### N° 5 : Pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 10.1.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ravitaillement
<b>Prescription contrôlée :</b> Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier ne seront pas effectués sur le site de la carrière.
<b>Constats :</b> Le ravitaillement des engins et la zone de distribution de carburant sont au sein des locaux de la société REVOL TP (hors périmètre d'extraction de la carrière).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 10.1.II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage de carburant
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés.
<b>Constats :</b> Les réservoirs de carburant sont dans une fosse maçonnée et dans des cuves double paroi. La zone de ravitaillement est reliée à un séparateur d'hydrocarbure. La partie inférieure des réservoirs n'est pas visible (présence de terre). Monsieur Franck Revol a précisé qu'un nettoyage de la fosse va être prochainement réalisé en lien avec du nettoyage de cuves.
<b>Observation 1 :</b> Demande à l'exploitant de nous confirmer la réalisation de ce nettoyage sous un délai de 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite

<b>Proposition de délais : 3 mois</b>
---------------------------------------

**N° 7 : Pollution des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 10.1.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits récupérés
<b>Prescription contrôlée :</b> Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme déchets.
<b>Constats :</b> Après le nettoyage de la fosse contenant les réservoirs d'hydrocarbure, l'inspection demande la transmission du bordereau de suivi de déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Surveillance de la nappe**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 10.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Niveaux piézométriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Un contrôle des niveaux piézométrique dans les ouvrages P1, P2, P3 et P4 (plan en annexe 5) sera réalisé trimestriellement.
<b>Constats :</b> Les niveaux piézométriques sont relevés de façon irrégulière, 2 fois en 2023 non fait en 2022.
<b>Non conformité 5 :</b> Mettre en place un suivi trimestriel des niveaux de la nappe de tous les piézomètres présents et les localiser sur le plan topographique de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 9 : Surveillance de la nappe**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 10.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité des eaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Un contrôle semestriel portant sur les paramètres Température, Ph, conductivité, matière en suspension, DCO, DBO5, hydrocarbures totaux, sera réalisé à partir de l'ouvrage P4.
<b>Constats :</b> La dernière analyse des eaux de la carrière a été faite le 28 mai 2020. Les résultats ne présentent pas d'anomalies (notamment en dessous de la limite de quantification pour tous les hydrocarbures).
<b>Non conformité 6 :</b> Rappel à l'exploitant qu'un contrôle semestriel des eaux de la nappe doit être réalisé. Transmettre la prochaine analyse sous 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 10 : Bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 14.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesure de bruit
<b>Prescription contrôlée :</b> Un contrôle des niveaux sonores doit être effectué dès l'ouverture de la carrière et ensuite périodiquement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées.
<b>Constats :</b> La dernière mesure de bruit a été réalisée en 2006 (respect des valeurs limites en limite de propriété et des émergences).
<b>Observation 2 :</b> Du fait que la zone en cours d'extraction se rapproche des habitations (au nord du site) une nouvelle mesure de bruit (limite de propriété et émergence) doit être réalisée de préférence lors de la prochaine campagne de scalpage des matériaux.  L'inspection rappelle que l'article 14.1 de l'arrêté du 17 mars 2004 précise que « l'exploitation ne s'approchera pas à moins de 25 m de la limite d'autorisation à proximité de l'habitation 1 (localisée sur le plan en annexe n°6).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 11 : Traçabilité des TEX et sédiments Déclaration au registre national RNDTS

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 28/12/2020, article R. 541-43-1.-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, TEX – Transmission au RNDTS
<b>Prescription contrôlée :</b> II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.  Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.  Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la



Défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la Défense.
La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.
La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsqu'elle respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.
La gestion du registre national des terres excavées et sédiments peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement. Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I.
Les données présentes dans le registre national des terres excavées et sédiments demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.
<b>Constats :</b> L'entreprise REVOL TP suit les matériaux et déchets inertes du BTP par un registre électronique. Monsieur Franck Revol a indiqué à l'inspection qu'il va suivre via la fédération du BTP une formation pour l'enregistrement ou le transfert de ces informations sur le RNDTS. Cet enregistrement doit aussi s'appliquer pour le remblaiement de la carrière.
<b>Non conformité 7 :</b> Mettre en place le RNDTS pour tous le site (carrière et activité du BTP).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 12 : Traçabilité des TEX et sédiments Déclaration au registre national RNDTS

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 28/12/2020, article R. 541-43-1-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, TEX – Transmission au RNDTS
<b>Prescription contrôlée :</b> IV.-Sont exemptés des obligations prévues aux I et II : 1° Les ménages ; 2° Sans préjudice des articles R. 541-43 et R. 541-45, les producteurs de terres excavées et sédiments : a) Pour les terres excavées issus d'une opération d'aménagement ou de construction produisant un volume total de terres excavées inférieur à 500 m <sup>3</sup> ; b) Pour les sédiments excavés issus d'une opération de dragage produisant un volume total de sédiments inférieur à 500 m <sup>3</sup> . 3° Sans préjudice des articles R. 541-43 et R. 541-45, les personnes valorisant des terres excavées et sédiments lorsque le volume utilisé pour une même opération de valorisation est inférieur à 500 m <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b> Pour information sur les exemptions possibles au RNDTS mais qui ne dispense pas d'un

suivi sur un registre conformément à l'article 8.2 de l'arrêté du 17 mars 2004.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet